



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politiques communautaires

Question au Gouvernement n° 1895

Texte de la question

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe écologiste.

Mme Barbara Pompili. Monsieur le Premier ministre, le verdict des élections européennes est accablant : l'abstention s'enkyste, l'Europe suscite de la défiance, puisque plus d'un électeur sur trois a choisi une liste opposée à la construction européenne, et un mouvement national d'extrême droite a obtenu un quart des suffrages exprimés, ce qui n'était jamais arrivé dans l'histoire de notre République.

Nul sur les bancs de cette assemblée ne peut se réjouir de cette situation. Nul ne doit la minimiser.

Les Français ne croient plus en l'action politique pour améliorer concrètement leur vie. Rejoints en cela par de nombreux peuples européens, ils considèrent que l'Europe aggrave leurs problèmes au lieu d'apporter des perspectives. À nous, à chaque famille politique de s'interroger sur ses responsabilités et sur les solutions à construire.

Notre majorité doit tirer les leçons de ce scrutin, en mettant tout en œuvre pour obtenir au plus vite des résultats sur le front de l'emploi, par la transition écologique notamment.

Chacun sait qu'il existe des doutes, pour ne pas dire plus, dans la majorité présidentielle sur les choix économiques et budgétaires opérés. Ce débat, continuons à le mener, en cherchant à définir ensemble de nouveaux équilibres, et puisons dans l'exemple italien, pour le moment en tout cas, des raisons d'espérer. Matteo Renzi, tout en lançant de grandes réformes et en desserrant l'étau fiscal, a réussi à contenir les populismes,

Oui, en France comme en Europe, il faut recréer l'espoir. L'espoir s'incarne dans le volontarisme et le courage politique, et dans des mesures concrètes. Nous serons, à vos côtés, force de proposition pour mener les réformes nécessaires. Comment comptez-vous relever ce défi ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je fais miens, madame la co-présidente du groupe écologiste, les mots que vous avez employés il y a un instant pour décrire le vote de dimanche dernier, et j'ai eu l'occasion de m'exprimer ici hier sur ce sujet.

De quoi souffre la France depuis un certain nombre d'années ?

Plusieurs députés du groupe UMP . De Hollande !

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Du chômage de masse, de déficits et d'une dette beaucoup trop importants et d'un manque de compétitivité de ses entreprises. Le Président de la République le rappelait d'ailleurs lundi soir, notre compétitivité n'a cessé de s'éroder, avec la perte de milliers d'emplois industriels, et le différentiel avec l'Allemagne s'est accru. C'est à cette réalité, à laquelle personne ne peut échapper, qu'il faut bien évidemment s'attaquer.

Il faut d'abord soutenir la compétitivité de nos entreprises. Il peut d'ailleurs y avoir un débat sur les instruments à utiliser, sur leur efficacité. C'est notamment le rôle du Parlement, et je sais que vous souhaitez, monsieur le président, examiner avec attention et évaluer les résultats des politiques publiques que nous mettons en œuvre. C'est vrai par exemple pour le CICE, car ce type de mesures doivent être les plus efficaces possibles pour les entreprises, surtout celles qui pourront demain investir et embaucher.

La compétitivité, les marges de nos entreprises, la capacité à embaucher, ce sont nos priorités et nous ne devons pas dévier le cap. Il faut aussi réduire les déficits, réduire la dette. Il faut le faire intelligemment, au rythme adéquat, en respectant nos engagements sans jamais étouffer la croissance. Enfin, il y a des réformes indispensables pour notre pays. C'est vrai pour la transition énergétique ou pour les collectivités territoriales.

Vous avez rappelé, madame la députée, que vous étiez dans la majorité. Je souhaite, je le répète encore une fois ici, que, d'une manière générale, tous ceux qui se situent dans la majorité présidentielle, tous ceux qui se situent dans la majorité gouvernementale, tous ceux qui gouvernent ou ont gouverné aient pleinement le sens des responsabilités. Je serai à l'écoute de tous les parlementaires, et d'ailleurs au-delà de la majorité. Christian Eckert vient de le rappeler pour les emplois à domicile.

Ce que les Français attendent de nous pour répondre à ces crises de confiance dont nous avons encore eu la preuve dimanche dernier, c'est que nous soyons à la hauteur de la situation et que nous soyons efficaces pour l'emploi, le pouvoir d'achat et la croissance. Le Gouvernement sera ouvert à chaque fois que nous pouvons avancer ensemble, et donc, bien sûr, travailler avec vous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs des groupes écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1895

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [29 mai 2014](#)